

RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE 2011



«Ensemble, construisons un avenir durable»
ENGAGEMENTS ET REALISATIONS 2011





**« On ne résout pas les problèmes
avec les modes de pensées
qui les ont engendrés. »**

Albert Einstein

Sommaire

Déclaration GRI Vérification du Niveau d'Application	2
Editorial	3
Contexte de durabilité du secteur de la construction.....	3
Déclaration du dirigeant	5
Nos réalisations 2011 en un clin d'œil	6
IFSB. Un vecteur en faveur de la compétitivité durable des entreprises	8
A propos du rapport	9
Notre stratégie RSE	11
Notre gestion de la RSE	13
PILIER 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagements des parties prenantes	19
Notre code de conduite et charte d'entreprise.....	19
Une chaîne d'approvisionnement responsable et durable.....	21
Résultats 2011 et objectifs.....	22
PILIER 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction	23
Les activités.....	23
Les compétences.....	24
Les chiffres opérationnels.....	26
Les considérations économiques.....	27
Les projets de soutien à l'emploi et à l'innovation – fonds social européen.....	22
Résultats 2011 et objectifs.....	33
PILIER 3 - Soutenir et développer l'employabilité durable de nos parties prenantes internes	34
Notre politique.....	34
Notre engagement.....	34
Résultats 2011 et objectifs.....	35
PILIER 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations	37
Notre politique.....	37
Notre engagement.....	38
Résultats 2011 et objectifs.....	39
Conclusion	43
Index GRI G3.1	44
Votre avis sur le rapport	47



Déclaration GRI Vérification du Niveau d'Application

GRI certifie par la présente que **Institut de Formation du Secteur Bâtiment** a présenté son rapport "Ensemble, construisons un avenir durable, Engagements et réalisations 2011" au Service Rapports du GRI qui en a conclu que le rapport remplit les critères correspondants au Niveau d'Application C.

Les Niveaux d'Application GRI indiquent dans quelle mesure le contenu des Lignes directrices G3.1 ont été appliquées dans le rapport de développement durable soumis.

La Vérification confirme que le type et le nombre d'informations qui correspondent à ce Niveau d'Application ont été traités dans ce rapport et que l'Index du contenu GRI a démontré une représentation valable des informations requises, comme décrites dans les Lignes directrices G3.1 du GRI.

Les Niveaux d'Application n'informent pas sur la performance développement durable du rédacteur, ni sur la qualité des informations contenues dans le rapport.

Amsterdam, le 15 octobre 2012

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Nelmara Arbex", is written over a large, faint watermark of the GRI globe logo.

Nelmara Arbex
Directrice générale adjointe
Global Reporting Initiative



Le Global Reporting Initiative (GRI) est une organisation basée sur un réseau, il était pionnier dans le développement du cadre de reporting développement durable le plus appliqué dans le monde, et il s'est engagé à l'améliorer en continu et à inciter son application dans le monde entier. Les Lignes directrices GRI détaillent les principes et les indicateurs que les organisations peuvent utiliser pour mesurer et rendre compte de leur performance économique, environnementale et sociale. www.globalreporting.org

Clause d'exclusion: Lorsque le rapport développement durable contient des liens externes, y compris du matériel audiovisuel, cette déclaration couvre uniquement le matériel soumis à GRI à la date de la vérification, le 28 septembre 2012. GRI exclut explicitement tout changement qui ont été apporté à ce type de matériel ultérieurement.

Editorial

LES ENJEUX D'AUJOURD'HUI ET LES DÉFIS DE DEMAIN

Le secteur de la construction se doit de R(é)voluer afin de relever le défi du Zero Energy Building 2020, exigence majeure durablement inscrite dans la stratégie européenne liée à l'efficacité énergétique des bâtiments¹.

«La directive s'inscrit dans le cadre des initiatives de la Communauté relatives au changement climatique (obligations relevant du protocole de Kyoto) et à la sécurité d'approvisionnement (le Livre vert sur la sécurité d'approvisionnement). D'une part, la Communauté dépend davantage des sources d'énergie externes et, d'autre part, les émissions de gaz à effet de serre sont en hausse. La Communauté ne peut guère infléchir l'approvisionnement en énergie, mais elle peut influencer la demande. Une réduction de la consommation de l'énergie à travers l'amélioration de l'efficacité énergétique constitue donc une des solutions possibles à ces deux problèmes. La consommation de l'énergie pour les services associés aux bâtiments constitue à peu près un tiers de la consommation énergétique de l'UE. La Commission estime qu'il est possible de faire des économies importantes et de contribuer ainsi aux objectifs relatifs au changement climatique et à la sécurité de l'approvisionnement par des initiatives dans ce domaine. Il est nécessaire d'établir des mesures au niveau communautaire afin d'aborder ces défis de caractère communautaire»

En effet, dans moins d'une décennie toutes les nouvelles constructions devront produire au moins autant d'énergie qu'elles n'en consomment: le bâtiment à zéro énergie sera le nouveau standard. Pour être en mesure de relever ce défi il faut 4 axes majeurs, la formation, l'innovation, la certification et le management durable.

Un problème évident de savoir-faire se pose quant aux installations liées aux énergies renouvelables ou aux nouveaux matériaux dits durables. En effet, la plupart des métiers traditionnels de la construction sont impactés par ceux-ci, mais n'ont pas la formation adéquate pour les mettre en œuvre de façon efficace.

Au fur et à mesure des avancées en matière de produits et de processus, nous voyons émerger de nouveaux métiers, tel que le Facility Manager «durable», donc là aussi une formation sera nécessaire. Sans oublier les méthodes de contrôle de mise en œuvre, comme p.ex. le test d'étanchéité à l'air ou la thermographie.

¹ Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 2002, sur la performance énergétique des bâtiments

Editorial

L'innovation est une composante indispensable pour relever ce défi, car bien des solutions manquent pour atteindre l'efficacité demandée. Des projets novateurs portant sur les éco-matériaux, les éco-technologies ou les 'green ICT' -le C étant celui de construction- seront nécessaire. L'idée de l'ICT est de transposer aux bâtiments le principe de l'ordinateur de bord d'une voiture, ce qui permettrait aux usagers de connaître leur consommation en temps réel ou encore de savoir combien de temps ils peuvent encore se chauffer avec le contenu de leur citerne de fioul ou de pellets.

La certification des bâtiments est un enjeu primordial. D'une part le certificat de performance énergétique décerne une étiquette à un bâtiment p.ex. B pour basse énergie, et permet ainsi d'identifier la consommation énergétique du bâtiment. D'autre part, les certifications (du type BREAM, HQE, VALIDEO, ...) apportent une évaluation multi-critères bien plus large et donnent un cadre standardisé qui permet une comparabilité.

Le management durable doit être la clé de voûte des 3 axes précédents. Non seulement, une entreprise doit rester compétitive via sa capacité à anticiper et intégrer les changements technico-réglementaires, mais en plus, elle doit pouvoir démontrer une capacité à intégrer une vision durable. La responsabilité sociétale, ou Corporate Social Responsibility, visant la contribution des entreprises au développement durable, une prise en compte au niveau stratégique doit se faire sans attendre. Car, si aujourd'hui une entreprise peut se prévaloir de bien mettre en œuvre des matériaux et des technologies, elle se doit également de démontrer sa capacité à relever ces enjeux climatiques majeurs. La compétitivité durable des entreprises est donc intimement liée au développement durable, et à l'implémentation de nouvelles démarches de management responsable.

Bruno RENDERS Directeur-Administrateur de l'IFSB

Déclaration du dirigeant

Soucieux de toujours mettre en place une vision prospective des développements managériaux, l'IFSB s'engage donc dans une stratégie RSE coordonnée et intégrée qui se veut être un moteur d'un développement responsable avec l'ambition d'en démontrer la pertinence et la faisabilité pratique.

S'imposer l'exigence de l'élaboration d'un rapport GRI relève donc moins d'une ambition marketing que de notre volonté de démontrer la pertinence du management responsable et durable. L'anticipation des évolutions managériales de la durabilité est clairement inscrite dans l'ADN de notre projet d'entreprise.



Bruno RENDERS
Directeur-Administrateur de l'IFSB

Le développement durable, le management responsable, l'innovation durable sont autant de valeurs que l'IFSB porte en lui depuis sa création.

L'élaboration de ce premier rapport de développement durable articulé sur le Global Reporting Initiative - GRI², reflète la volonté d'associer notre développement à une exemplarité durable de tous les instants et ce référentiel s'est donc imposé. Cette nouvelle approche du management de la durabilité correspond en effet parfaitement aux valeurs du projet IFSB qui se veut le garant d'une innovation permanente, en respectant des valeurs humanistes et socialement cohérentes tout en veillant à minimiser notre empreinte environnementale.

Projet largement articulé sur un devoir et une grande volonté d'ouverture aux autres, l'intégration de la notion de parties prenantes relevait pour nous d'une évidente transparence.

Notre premier rapport GRI se présente donc comme un regard acéré sur le projet IFSB, mais surtout comme un vecteur structurant de développement stratégique de l'entreprise et comme un levier vers l'accomplissement de cette ambitieuse stratégie 2020. Notre engagement en matière de développement durable est donc le moteur de notre développement appréhendé comme global.

² Le Global Reporting Initiative (GRI) a été établi vers la fin 1997 avec comme mission de développer les directives applicables mondialement en matière de développement durable, ainsi que de rendre compte des performances économiques, environnementales, et sociales, initialement pour des sociétés et par la suite pour n'importe quelle organisation gouvernementale, ou non gouvernementale. Rassemblée par la coalition pour les économies environnementalement responsables (CERES) en association avec le programme d'environnement des Nations Unies (PNUE)

Nos réalisations 2011, en un clin d'œil

IFSB, UN ENGAGEMENT AMBITIEUX ET DES RÉALISATIONS CLEFS

1 **ER INSTITUT DE FORMATION** engagé dans les 10 principes du **GLOBAL COMPACT** en faveur des droits de l'homme



Engagement dans **5 PROJETS DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE** pour le secteur de la construction avec le soutien de l'Europe, regroupant plus de **33097 HEURES** de prestations en 2011.

5356 **HEURES** de formation ont été dispensées en faveur de la **SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL** à **PLUS DE 555 STAGIAIRES** du secteur de la construction

2904 **HEURES** de formation dispensées en 2011 en faveur du **DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION DURABLE**

1 Organisation de la **ÈRE SESSION DE FORMATION CERTIFIANTE AU GLOBAL REPORTING INITIATIVE** en partenariat avec HR Research and Development Sàrl pour le secteur de la construction

ÉCLOSION DE PARTENARIATS STRATÉGIQUES créés dans l'objectif d'œuvrer pour le soutien et le développement de la compétitivité du secteur de la construction au Luxembourg

- > avec l'**ADEM** et le **Ministère du Travail et de l'emploi**, pour soutenir l'employabilité durable des professionnels de la construction
- > **GREENWIN**, Pôle de compétitivité wallon sur les écotecnologies et la chimie verte
- > **GREENWAL**, plate-forme intégrée de développement réunissant la formation professionnelle, l'innovation technologique, la R&D, la prospective, le conseil dans le domaine de la construction/rénovation durable, la performance environnementale des bâtiments et l'éco-conception
- > **CRP HT** – Centre de Recherches Public Henri Tudor, développement conjoint de formations et conférences dans le domaine de l'innovation en construction durable, transfert de technologies et développement de projets bilatéraux et européens.

Nos réalisations 2011, en un clin d'œil

91%

de nos dépenses sont réalisées avec
des fournisseurs locaux

57672

HEURES DE FORMATIONS
dispensées en 2011

6587

HEURES ENGAGÉES
dans des projets de soutien
à l'innovation

TAUX D'ACCIDENTS DU TRAVAIL 0

41%

des consommations énergétiques sont issues
D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

40%

de l'eau consommée sont issues de la
RÉCUPÉRATION D'EAU DE PLUIE

35%

DE DIMINUTION DE NOS ÉMISSIONS CO₂
liées à l'énergie par rapport à 2010

LABEL SUPERDRECKSKESCHT

Celui-ci a été obtenu grâce à la mise en place d'une politique
de gestion et de tri de déchets exemplaire.



IFSB. Un vecteur en faveur de la compétitivité durable des entreprises

L'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment a été créé en 2002, par le groupement des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics et la Fédération des Entreprises de Construction et de Génie Civil. Le développement de l'IFSB depuis, s'est accompagné d'une réflexion stratégique sectorielle visant à doter le secteur de la construction luxembourgeois des structures, des outils et des projets permettant de garantir la compétitivité durable. Cette compétitivité s'articule sur d'évidents challenges économiques, mais également sur des défis technico normatifs, dont le moindre n'est sans doute pas celui intitulé «objectif Bâtiment zéro énergie de 2020».

- Actionnaires: Groupement des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics 50%
- Fédération des Entreprises de Construction et de Génie Civil 50%
- Administrateurs indépendants: 100%
- Forme juridique: société anonyme
- Capital social: 4.731.000 €
- Le président du conseil d'administration n'est pas administrateur exécutif.

Cette réflexion stratégique a donc donné naissance, en 2008, à la structure sectorielle CDEC – Conseil de Développement Economique de la Construction portée par les actionnaires historiques de l'IFSB. CDEC a donc comme objectif prioritaire la mise en place d'une stratégie durable et intégrée visant à accompagner le développement du secteur de la construction vers plus de compétitivité durable. Ainsi la création et l'opérationnalisation de projets et structures reposant sur 5 piliers de compétences stratégiques que sont la Formation, l'Innovation, la Certification et l'Engineering de l'efficacité énergétique, la Promotion sectorielle (en particulier auprès de la jeunesse), et le pilier Financier sont les composantes de cette stratégie intégrée.



Comme l'ensemble des activités de l'IFSB sont orientées vers le soutien au développement socio-économique du secteur de la construction, vous trouvez plus de détails sur nos activités dans le Pilier 2 p.23.

A propos de notre rapport RSE

DESCRIPTION

Le présent rapport RSE est le premier rapport RSE IFSB rédigé sous les lignes directrices et le processus standard du Global Reporting Initiative. Il a pour objectif d'informer nos parties prenantes publiques et privées des performances de notre engagement économique, social, sociétal et environnemental. Vos commentaires et suggestions concernant notre engagement dans le domaine RSE et sur le présent rapport sont les bienvenus.

Le premier rapport de l'IFSB relatif à la Responsabilité Sociétale porte sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011. Nous entendons y livrer un compte rendu équilibré de nos activités et initiatives développées, les plus pertinentes pour notre organisme de formation et pour nos parties prenantes, et ceci au niveau économique, sociale et environnementale. Le présent rapport est également disponible en version électronique sur notre site internet: www.ifsb.lu en version PDF téléchargeable.

Ce rapport a été élaboré en fonction des principes G3.1 du GRI, afin de déterminer les indicateurs clefs à rendre compte annuellement. Ce rapport relève de notre auto-déclaration de niveau d'application C, conforme au standard G3.1 du GRI.

CONFORMITÉ AVEC LES LIGNES DIRECTRICES ÉLABORÉES PAR LE GLOBAL REPORTING INITIATIVE

Nous avons opté pour l'élaboration d'une approche RSE transparente, selon les principes du Global Reporting Initiative G3.1. Cette méthodologie internationale est en place depuis plus de 10 ans dans plus de 7.500 organisations au travers le monde et tient compte des spécificités du secteur de la construction.

- Principe de pertinence – afin de cibler nos efforts et initiatives en matière RSE, nous avons priorisé les catégories et volets GRI à reporter selon les critères suivants: le niveau d'intérêts de nos parties prenantes stratégiques, notre engagement et impacts sur la société et plus précisément sur la compétitivité du secteur de la construction au Luxembourg.
- Principe d'implication des parties prenantes – Le contenu du présent rapport a été sélectionné sur base de nos actions d'engagement envers nos parties prenantes et des questionnaires dédiés à nos parties prenantes stratégiques.

A propos de notre rapport RSE

PÉRIMÈTRE

- Période couverte: 01/01/2011 au 31/12/2011
- Périodicité: annuel
- Périmètre: Ensemble des activités IFSB (Formation et projets)

Le présent rapport couvre les opérations et activités de l'Institut de Formation du secteur du Bâtiment pour l'année calendaire et financière 2011. Les données contenues dans le présent rapport ont été construites afin d'être aisément comparables d'année en année et de soutenir le pilotage de nos activités.

CHAMPS D'APPLICATION ET DONNÉES

Sauf mention contraire, le présent rapport englobe l'ensemble des données et activités concernant la RSE de l'entière de l'Institut pour l'année 2011. Par conséquent le champ d'application de notre reporting est aligné sur celui de notre rapport annuel.

Nos documents de référence pour la formulation de notre approche de développement durable est inspiré de notre stratégie IFSB 2020. Elle définit les objectifs stratégiques à atteindre, les plans d'actions à mettre en œuvre mais également les responsabilités des différents Comités RSE Exécutive, Stratégique et Opérationnel.

Toutes les données ont été calculées sur base de relevés, factures et/ ou tableaux de bord.

Personne de contact pour toutes questions relatives à ce rapport:

Mme Elisabeth De Sousa, Coordinatrice RSE
e.descousa@ifsb.lu

Notre stratégie RSE

«L'IFSB entend développer son activité socio-économique en faveur d'une compétitivité durable du secteur luxembourgeois de la construction de manière responsable, environnementalement cohérente, innovante et durable, car nous avons la conviction que l'intégration des piliers du développement durable dans le management moderne est la seule voie assurant une performance globale pertinente». *Bruno Renders*

L'IFSB reconnaît la nécessité d'une gestion responsable et transparente de ses activités envers ses parties prenantes publiques et privées. Notre succès dépendra de nos impacts positifs sur les progrès économiques, technologiques et sociaux de nos parties prenantes. La RSE est pour nous un outil de gestion stratégique et un élément clef de notre mission de développement de la compétitivité pour le secteur de la construction. A ce titre, nous avons basé l'ensemble de nos décisions de gestion et de développement sur notre mission sociétale.

NOTRE MISSION SOCIETALE :

Soutenir, favoriser et développer la compétitivité durable du secteur de la construction au regard des nouveaux défis économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux du secteur.

Afin de réaliser notre mission sociétale, l'IFSB s'est fixé 3 axes fondamentaux d'actions au travers l'ensemble de ses activités.

LES 3 AXES FONDAMENTAUX DE NOTRE MISSION SOCIETALE

- 1 | Soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction par le développement des compétences et de l'employabilité des acteurs de la construction face aux défis des nouvelles technologies et des exigences environnementales
- 2 | Favoriser la diffusion de l'information en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables
- 3 | Favoriser et soutenir les projets en faveur de l'emploi dans le secteur de la construction et la reconversion professionnelle vers les nouvelles technologies et approches innovantes de la construction durable.

Notre stratégie RSE

Au regard de notre mission et des axes fondamentaux associés, l'IFSB a décliné un plan stratégique de développement RSE basé sur 4 piliers, constituant les lignes directrices de notre stratégie RSE, en vue d'atteindre notre mission sociétale.

LES 4 PILIERS DE NOTRE STRATEGIE RSE

- 1** | De la transparence, l'éthique des affaires et l'engagement de nos parties prenantes en tant que partenaire de notre développement
- 2** | Du soutien au développement économique et social du secteur de la construction
- 3** | De favoriser l'employabilité responsable et durable de nos partenaires internes
- 4** | De réduire nos impacts environnementaux en favorisant les énergies renouvelables et en optimisant nos consommations.



Ces 4 piliers structurent l'ensemble de notre stratégie RSE, de la définition de nos objectifs à la mesure de nos performances, en passant par l'élaboration de nos tableaux de bord. Intégrés à nos outils de gestion, ces piliers ont, été naturellement choisis pour structurer le présent rapport RSE..

Notre gestion de la RSE

« L'IFSB a mis en place un modèle de gestion RSE intégré, basé sur des choix méthodologiques précis nous offrant l'opportunité d'influer nos choix et priorités afin d'assurer un développement exemplaire et durable de notre projet sociétal et sectoriel » *Bruno Renders*

MÉTHODOLOGIE ET CADRE DE RÉFÉRENCE

Depuis la sortie de la norme ISO 26000 en novembre 2010, un cadre structuré est offert aux entreprises afin de guider une démarche de Responsabilité Sociétale.

Aussi, il nous semblait important de mettre en oeuvre pratiquement cette norme via l'évaluation CSR 26000, que l'IFSB a développé en partenariat avec l'AFNOR. Evaluation qui a été menée en collaboration avec un auditeur externe.

Il s'agissait de faire l'état des lieux de nos pratiques et chercher des pistes d'amélioration. En effet, après avoir croisé l'importance des questions centrales, la performance réalisée et le nombre de parties prenantes impactées, nous avons pu, non seulement avoir une visualisation concrète de notre démarche, mais en plus dresser une liste d'actions prioritaires. Outre cette évaluation, il était essentiel de pouvoir faire évoluer notre démarche, tout en mesurant les différents champs d'actions. Pour cela il nous fallait des indicateurs de suivi. En partant du principe, que la comparabilité et le cadre international, servait notre volonté de transparence, nous avons opté pour un rapport selon le standard international Global Reporting Initiative. Le standard exige la consultation des parties prenantes pour fixer les indicateurs qui seront rapportés, et fournit une définition précise du contenu de chaque indicateur. Outre la mesure, il existe l'obligation de fixer des objectifs et de commenter la réalisation ou la non-réalisation de ceux-ci. Non seulement le rapport GRI est un outil de pilotage, mais il est aussi un excellent moyen de valoriser la démarche de RSE, et les investissements y relatifs. En choisissant ce standard exigeant, nous avons opté pour un rapport transparent et intégrant l'ensemble des attentes de nos parties prenantes.

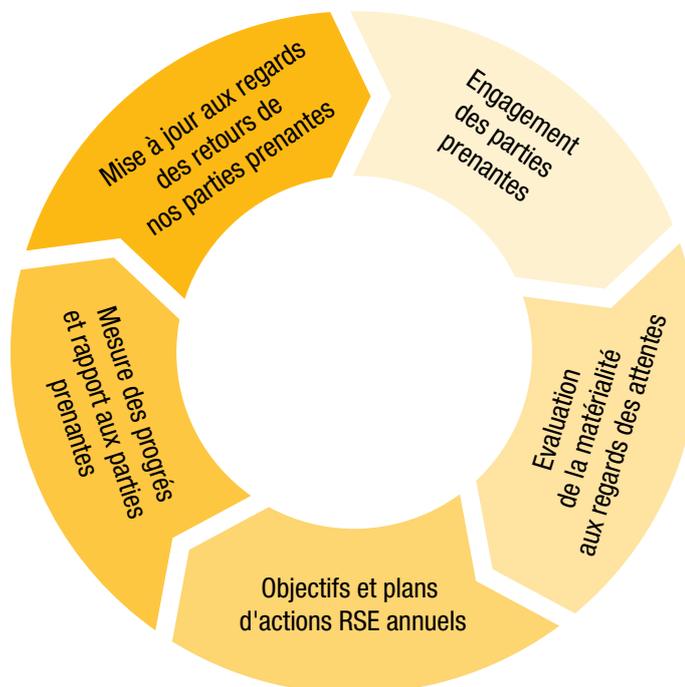
Notre gestion de la RSE

« La gestion de la RSE s'est construite au sein de notre organisation tant sur une démarche constructive et opérationnelle, que sur une approche participative de nos parties prenantes. Notre volonté est de faire de notre engagement une réalité de terrain participative. »
Elisabeth De Sousa, Coordinatrice RSE



UNE DÉMARCHE CONSTRUCTIVE ET OPÉRATIONNELLE

Au regard de nos choix méthodologiques, notre objectif est de faire de notre engagement RSE une réalité opérationnelle, de terrain. Pour ce faire, notre démarche de la RSE s'inscrit dans une approche d'amélioration continue, analysée, mesurée, précisée et communiquée annuellement au travers de la publication de nos performances RSE



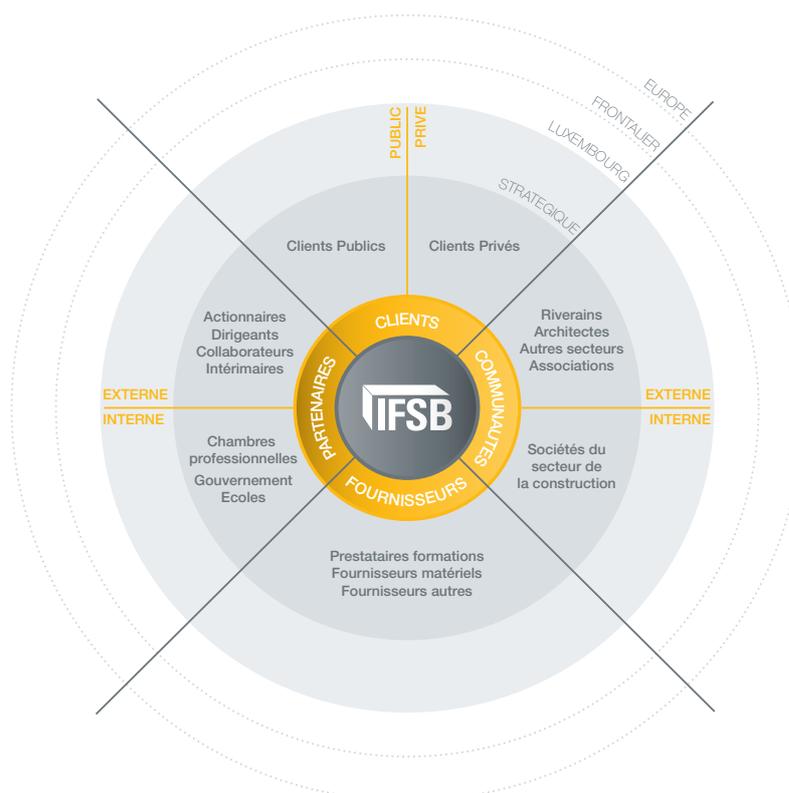
Notre gestion de la RSE

UNE APPROCHE PARTICIPATIVE DE NOS PARTIES PRENANTES

«La RSE fait partie intégrante des activités de l'IFSB tant envers nos parties prenantes internes qu'externes. L'IFSB a établi un cadre et une approche dédiés à une gestion participative de nos parties prenantes en tant que partenaires du développement responsable de l'IFSB.» *Elisabeth De Sousa*

Afin de structurer notre démarche participative, nous avons réalisé, en 2011, un travail d'analyse et d'identification détaillées de nos parties prenantes impliquées de manière directe ou indirecte à la réalisation dans notre mission. Les résultats de ces analyses ont fait ressortir un très grand nombre d'acteurs à la fois internes et externes à notre organisation. Ces différents acteurs une fois identifiés ont alors fait l'objet de regroupements en fonction de la typologie et du niveau d'interactions avec notre organisation, pour en réaliser la cartographie suivante, nous permettant de baser notre plan d'engagement au regard de leurs attentes.

4 groupes de parties prenantes ont été ainsi identifiés, analysés et définis au regard de notre mission. Les groupes clients, fournisseurs, partenaires et communautés ont fait l'objet d'une distinction en fonction de leurs liens internes ou externes à notre entreprise, au regard de leurs niveaux d'implications sur notre mission et en fonction de leurs impacts géographiques.



Notre gestion de la RSE

Ce dialogue s'est réalisé en 2011 au travers de réunions individuelles, enquêtes de satisfactions et de tables rondes d'échanges RSE avec plus de 50% de nos clients et fournisseurs. Nous avons également mis en place des échanges de bonnes pratiques RSE via les réseaux d'experts RSE au Luxembourg.

RÉSULTATS 2011

- Les clients sollicités représentent 53% du montant facturé.
- Les fournisseurs sollicités représentent 52% des achats.
- D'autre part, nous avons engagés 100% de nos salariés.

CLIENTS (C.A.)	53%
FOURNISSEURS (C.A.)	52%
PARTENAIRES INTERNES	100%
PARTENAIRES EXTERNES	0%
COMMUNAUTES	0%



Photo de la réunion fournisseurs.

Notre gestion de la RSE

UN CIBLAGE SUR LES ENJEUX PERTINENTS

Pour notre premier rapport, nous avons en 2011 confronté nos priorités stratégiques RSE aux attentes de nos parties prenantes par l'organisation de réunions dédiées.

Ces réunions ont été l'opportunité de réunir nos parties prenantes, d'évaluer leur niveau d'engagement respectif et de collecter leurs attentes envers notre institut de formation. Au terme de ces réunions un questionnaire a été remis à chaque participant. Celui-ci leur a permis de renseigner leurs choix quant à leurs attentes de transparence dans le présent rapport. L'ensemble de ce travail a donné lieu à la matrice de matérialité suivante:

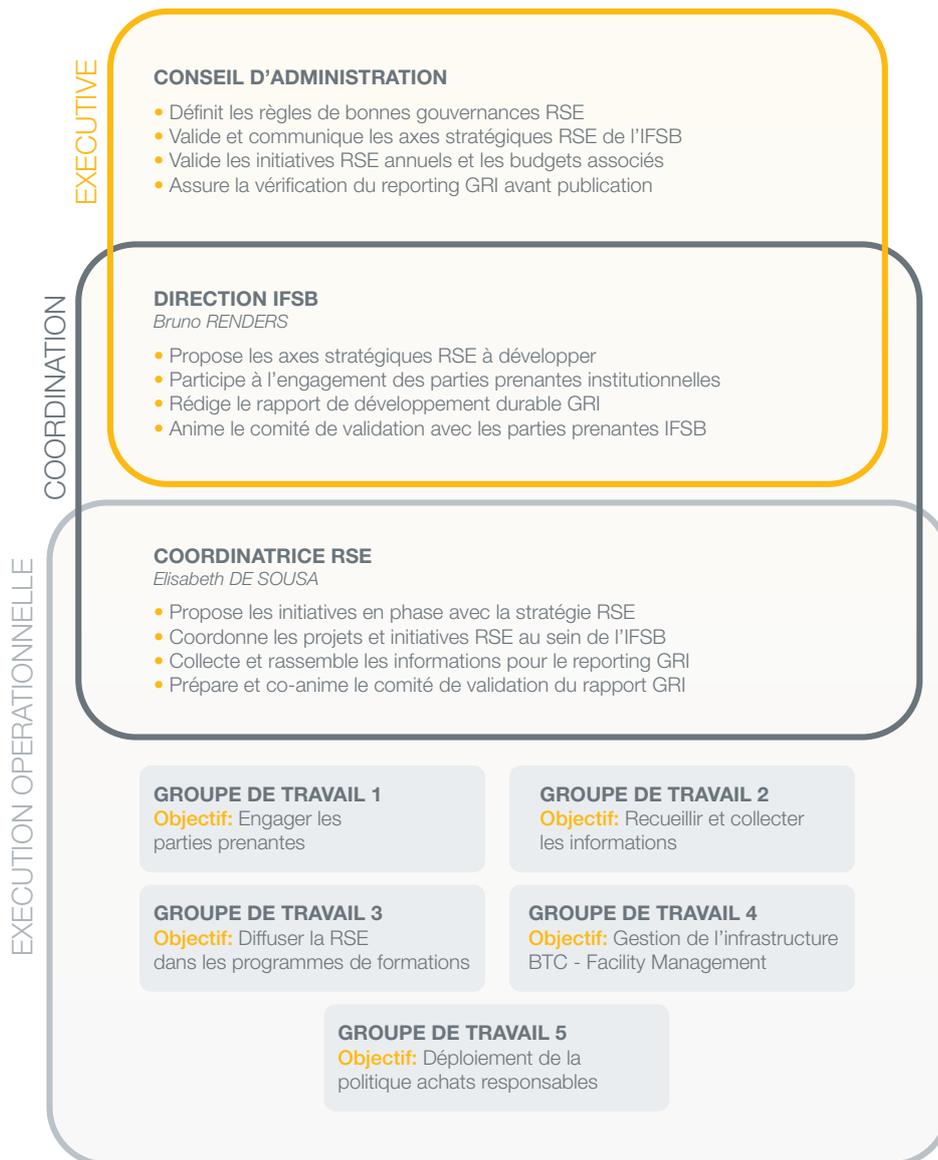
Importance PP	Élevé		Présence marché national Énergie consommée Gestion des déchets Pratiques d'achat et chaîne de fournisseurs Pratique de sécurité et santé Formation et éducation des formateurs	
	Moyen		Transport Comportement anti-concurrentiel Respect de la vie privée	
	Faible	Biodiversité Eau	Impacts économique indirects	
		Faible	Moyen	Élevé
		Impact actuel ou potentiel		

UN MODÈLE DE GOUVERNANCE INTÉGRÉ AUX ACTIVITÉS

Parce que la RSE doit être constamment alimentée, nous avons créé et développé une structure interne de gouvernance (voir page suivante) et de reporting qui intègre la RSE dans nos activités administratives et financières, marketing et communication mais également dans l'ensemble de nos missions de conseil et de formations professionnelles. En 2011, une Coordinatrice RSE a été désignée et travaille en étroite collaboration avec les différents groupes de travail RSE.

Notre structure interne de gouvernance et de reporting s'articule autour de trois maillages: Exécutive pour les validations, Stratégique pour les propositions et les actions de contrôle et Opérationnel pour la mise en œuvre des plans d'actions. Nos priorités en matière RSE sont gérées sous forme de groupes de travail dédiés.

Notre gestion de la RSE



Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement des parties prenantes

L'IFSB a pour intention de développer ses activités de manière responsable et éthique vis-à-vis de nos collaborateurs, de nos fournisseurs et des communautés dans lesquelles nous sommes présents. Nous sommes ainsi en mesure d'établir une relation de confiance avec nos parties prenantes, de protéger notre image, d'améliorer l'engagement de nos collaborateurs, de contribuer à l'intégration sociale et de tisser des liens plus étroits avec nos fournisseurs et les communautés.

NOTRE CODE DE CONDUITE ET CHARTE D'ENTREPRISE

Le code de conduite et nos politiques internes confortent notre approche de responsabilité sociétale d'entreprise en privilégiant les principes du Global Compact & de l'ISO 26000:

LES 10 PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT

Droits de l'homme

- 1** | Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence;
- 2** | A veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

Droit du travail

- 3** | Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective;
- 4** | L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;
- 5** | L'abolition effective du travail des enfants; et
- 6** | L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

- 7** | Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement;
- 8** | A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement; et
- 9** | A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

- 10** | Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement des parties prenantes

LES PRINCIPES DE LA NORME ISO 26000

Responsabilité de rendre compte: il convient d'assurer la transparence des décisions qu'elle prend et des activités qu'elle mène lorsque celles-ci ont une incidence sur la société et l'environnement.

Transparence: il convient de rendre compte des impacts qu'elle exerce sur la société et l'environnement.

Comportement éthique: il convient de se comporter en permanence de manière éthique.

Respect des intérêts des parties prenantes: il convient qu'une organisation respecte et prenne en considération les intérêts de ses parties prenantes et qu'elle y réponde.

Respect du principe de légalité: il convient qu'une organisation accepte que le respect du principe de légalité soit obligatoire.

Respect des normes internationales de comportement: il convient qu'une organisation respecte les normes internationales de comportement en adhérant au principe de légalité.

Respect des droits de l'Homme: il convient qu'une organisation respecte les droits de l'Homme et reconnaisse à la fois leur importance et leur universalité.

Outre le respect des principes, nous avons analysé notre gestion de la RSE selon les lignes directrices de l'ISO 26000 et mis en place un programme d'actions pour améliorer celle-ci.



Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement des parties prenantes

UNE CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE ET DURABLE

Plus de 250 fournisseurs et sous-traitants sont étroitement liés à l'activité et au succès de notre institut de formation. L'IFSB a naturellement la volonté d'associer sur le long terme ses fournisseurs et sous-traitants à son développement responsable, mais aussi de gérer les risques auxquels ils peuvent l'exposer. Pour ce faire, l'IFSB a mis en place en 2011 une politique d'achat durable tenant compte des impacts sociaux, sociétaux et environnementaux dans toutes nos décisions relatives aux achats, que ce soit dans la sélection de nos fournisseurs et sous-traitants, dans nos processus internes de consommation ou dans le choix des produits/services consommés.

Pour ce faire, l'IFSB a rédigé une Charte de Développement Durable entre l'IFSB et ses fournisseurs et sous-traitants reprenant l'ensemble des exigences de durabilité envers ces derniers. Les fournisseurs et sous-traitants de l'IFSB, s'engagent par cette Charte à se conformer à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies, aux principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), ainsi qu'à toute autre convention ou réglementation nationale et locale applicable à leurs activités, en plus des principes suivants:

- I – NORMES DU TRAVAIL**
- II – ETHIQUE DES AFFAIRES**
- III - ENVIRONNEMENT**
- IV – HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL**
- V – PRODUITS ET SERVICES**
- VI – RENDRE COMPTE DES PROGRES**



Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement des parties prenantes

RÉSULTATS 2011 & OBJECTIFS

		Résultats 2011	Objectifs 2012
PR8	ETHIQUE DES AFFAIRES Nombre total de plaintes fondées pour atteinte à la vie privée et de pertes de données relatives aux clients	0	0
SO6	Nombre total d'actions en justice pour comportement anti-concurrentiel, infractions aux lois anti-trust et pratiques monopolistiques, et le résultat de ces actions	0	0

Les principes de protection de la vie privée, ainsi que le comportement éthique sont des valeurs qui nous tiennent à cœur et nous nous efforçons de maintenir notre exemplarité.

Nous portons une attention particulière à la sécurité informatique des données personnelles de nos stagiaires.

		Résultats 2011	Objectifs 2012
EC6	Part de dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux	91%	92%
HR1	Montant total des achats issus de fournisseurs ayant pris un engagement envers le respect des droits de l'homme	22%	25%

Sur base de notre politique d'achats intégrée à la gouvernance, nous avons participé à l'économie locale. Etant conscients que nos fournisseurs ont un grand rôle à jouer dans la préservation des droits de l'homme nous menons des actions pour inciter nos fournisseurs à prendre des engagements formalisés.

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

INTRODUCTION

Nos activités portent prioritairement sur l'adéquation des compétences des entreprises aux exigences du marché par le biais de la formation professionnelle continue.

Nos activités intègrent une veille techno-juridique qui garantira que nos modules de formation soient toujours en phase avec l'évolution des techniques, des matériaux et des éléments normatifs.

Toutes les formations intègrent d'ores et déjà les notions de Technique, Qualité, Sécurité et Environnement. Complétées par des apports théoriques de haut niveau, faisant intervenir des spécialistes de la pédagogie et du secteur de la construction, les formations proposées contribuent ainsi parfaitement à l'adaptation, au développement et à l'anticipation des compétences et des qualifications des salariés du secteur.

LES ACTIVITÉS



- Mettre en oeuvre le système de formation sectoriel prévu dans le contrat collectif
- Développer et organiser les actions de formations techniques
- Proposer une offre de formations pluridisciplinaire et multi catégories
- Promouvoir la diffusion de l'information technique, juridique et managériale
- Participer activement au développement de projets innovants
- Développer une série de partenariats forts avec divers acteurs nationaux et internationaux
- Développer et suivre le concept de la construction durable et de la responsabilité sociétale

- I** *Investir dans l'Homme.*
- F** *Former à l'efficacité.*
- S** *S'associer pour relever ensemble les défis.*
- B** *Bâtir de façon durable pour tous.*

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

LES COMPÉTENCES

CONSTRUCTION

L'ART DU SAVOIR-FAIRE TECHNIQUE

Construction verticale, horizontale ou maîtrise d'engins de chantier et d'engins de levage et de manutention, nos formations intègrent les meilleures techniques, les plus récents équipements et une pédagogie moderne. Ce domaine de compétence couvre les règles de l'art techniques des métiers de la construction et constitue le coeur du projet pédagogique IFSB.

L'accent a été mis sur la qualité pédagogique en privilégiant un apprentissage proche du chantier.

Notre Building Training Centre IFSB est au centre du processus d'apprentissage dans la mesure où la majeure partie des situations d'exercice et des études techniques sont issues des plans et des situations de chantier. A cet égard, le projet de construction a fait l'objet d'un suivi audiovisuel et informatique spécifique visant à disposer d'une base de données technico-visuelle très élaborée et permettant au stagiaire de se représenter en grandeur réelle les sujets d'étude qui lui sont proposés.



SECURITE

L'HUMAIN AU CŒUR DU METIER

Sur les chantiers de construction, au même titre, que dans le domaine industriel, garantir la sécurité est une des priorités essentielles. La réduction des risques professionnels sur chantier est non seulement une contrainte réglementaire communautaire et nationale, mais c'est avant tout un principe de base d'un management de qualité et le garant d'une compétitivité durable. Nos formations spécifiques à ce domaine visent à améliorer et à accompagner cette donnée primordiale.

Dans chacun des modules de formation techniques se trouve intégré un module Sécurité et Santé, notre objectif est d'assurer cette intégration pédagogique à tous les niveaux de formation, mais également pour tous les publics cibles. Le développement d'outils pédagogiques innovants se sera, avéré un facteur de succès constructif. Par ailleurs, l'IFSB assure la formation des Travailleurs Désignés à la Sécurité et à la Santé des entreprises de construction dans le cadre d'un partenariat avec les Chambres Professionnelles et les autorités luxembourgeoises. Le secteur de la construction en est d'ailleurs le projet pilote, preuve de la confiance qui est octroyée à notre approche pédagogique qui privilégie toujours l'entraînement et l'apprentissage de savoir-faire.

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

CONSTRUCTION DURABLE

L'AVENIR DE TOUTES LES GENERATIONS

Le développement durable est aujourd'hui, et, à juste titre, devenue une priorité incontournable. Afin de respecter cette exigence et d'anticiper les nécessaires évolutions sectorielles, l'IFSB a voulu mettre en place une vraie dynamique de la durabilité. La construction durable est donc au coeur du déploiement d'une nouvelle compétitivité du secteur de la construction et est ainsi inscrite comme un axe majeur de notre développement. L'objectif est donc d'innover, de développer, et d'anticiper en permanence pour élever l'IFSB comme le centre de compétences de la construction durable du Luxembourg et de la Grande Région...

Celle-ci s'articule sur trois pôles complémentaires:

- une innovation durable et intégrée touchant tant aux aspects technologiques de la construction durable qu'aux concepts de management de la durabilité
- une exemplarité infrastructurelle durable, le BTC est au coeur d'une pédagogie efficiente
- une offre de formation adaptée, multipublics, touchant toutes les strates de la formation initiale et continue, et clairement orientée vers les Green Skills



Cette émergence de nouvelles fonctions et métiers de la durabilité sera synonyme d'accompagnement des entreprises vers les objectifs et challenges ambitieux des Smart buildings.

MANAGEMENT

LA GOUVERNANCE AU SERVICE DE LA DURABILITE

La qualité du management est le pilier indispensable à la gestion efficace des entreprises, mais aussi au développement des qualifications de chacun..

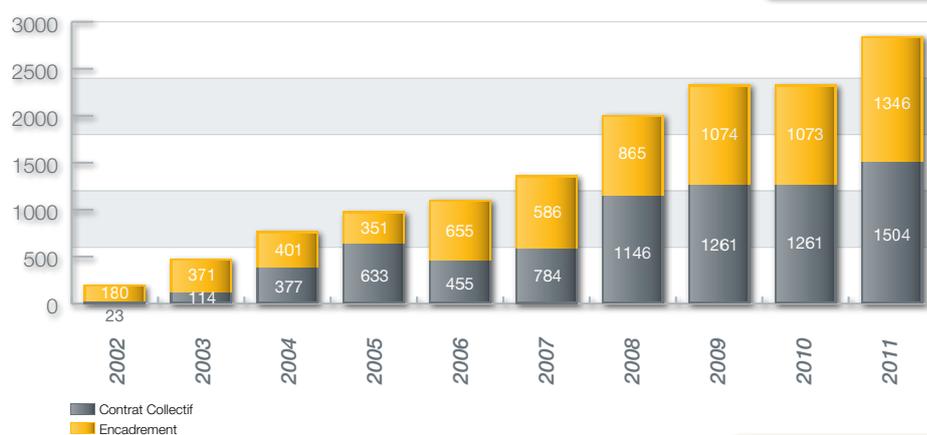
La qualité du management est le pilier indispensable à la gestion efficace des entreprises, mais aussi au développement des qualifications de chacun. La construction reposant avant tout sur cette qualité des femmes et des hommes, nous avons souhaité offrir aux entreprises la possibilité de former de nouvelles compétences en gestion opérationnelle des ressources humaines. Dans le même ordre d'idée, un accent particulier est mis sur la responsabilité sociétale. Ce pilier du management responsable s'intègre dans notre souci de cohérence durable qui vise à faire évoluer le secteur de la construction vers plus d'innovations technologiques de la construction durable associées à la mise en place de concepts de management progressistes.

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

LES CHIFFRES OPÉRATIONNELS

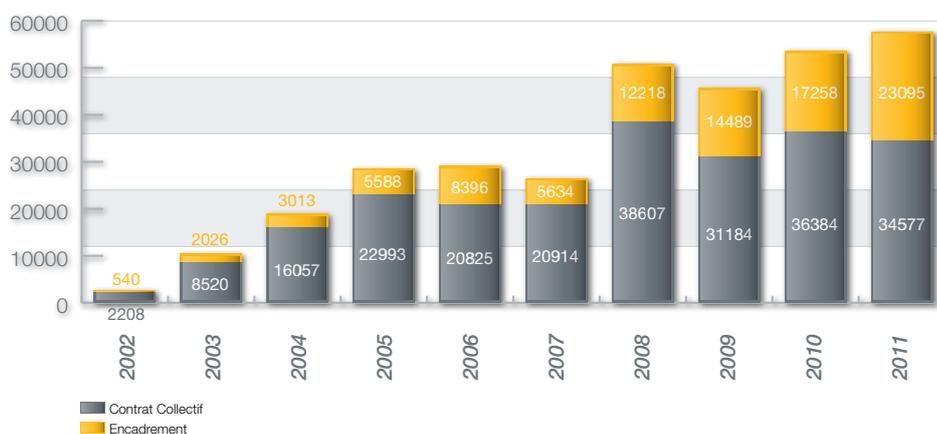
Le nombre de stagiaires formés de 2002 à 2011

2850



Les heures de formations dispensées de 2002-2011

57672



014.560

stagiaires formés
depuis 2002

324.526

heures de formation
dispensées depuis
2002

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

CONSIDÉRATIONS ÉCONOMIQUES

L'IFSB est une société anonyme, mais surtout un projet d'entreprise sectorielle qui est en croissance constante depuis sa création et le plan de développement stratégique prévoit donc une croissance soutenue s'accompagnant de la consolidation des activités à haute plus-value. Il est donc raisonnable de miser sur un objectif de chiffre d'affaires pour 2012 de l'ordre de 4.000.000 € générant un résultat positif d'environ 350.000 €. On parle donc d'une croissance de 4 % du chiffre d'affaires et de 16% du résultat. Une part non négligeable de ce résultat permettra de développer le capital humain et de financer notre politique d'innovation.

RÉSULTATS 2011 & OBJECTIFS

EC1	Résultats 2011	Objectifs 2012
Chiffres d'affaires	3 858 661	4 000 000
Résultat	294 948	350 000

LES PROJETS DE SOUTIEN À L'EMPLOI ET À L'INNOVATION



Le Fonds social européen
investit dans votre avenir

Tous les projets portés par l'IFSB visent à accompagner les entreprises du secteur de la construction vers plus de durabilité. Les projets portent sur des sujets divers, tels que la formation. Les systèmes d'information, la promotion du secteur auprès des jeunes, le coaching sécurité et santé au travail ou bien encore dédié à la responsabilité sociétale. Nous sommes un acteur engagé pour le développement socio-économique du secteur de la construction. Parmi les projets, nous décrivons ci-après les projets cofinancés par le Fonds Social Européen.

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

FORMIDAD

Le projet FORMIDAD a pour objectifs de:

- développer et assurer la formation des ouvriers et de l'encadrement du secteur de la construction (gros oeuvre et second oeuvre) afin que ledit secteur soit capable de répondre à court et à moyen terme aux attentes luxembourgeoises et européennes en matière de performance énergétique des bâtiments (OBJECTIF ZERO ENERGIE pour 2019). Cette formation permet d'assurer au Grand-duché de Luxembourg une avance technique suffisante pour acquérir et garder un certain leadership en matière de qualité de réalisation des constructions.
- assurer la formation et sa validation pour les opérateurs d'engin sur chantier (grue, camion chantier, pelleteuse,...) dans le même esprit de qualification des employés du secteur de la construction. Les aspects techniques, environnementaux et surtout sécuritaires doivent être acquis par les travailleurs de ce secteur autrement que par la formation «sur le tas». Une formation reconnue et validée par un permis engin identique pour toutes les entreprises du pays permettra d'augmenter la qualité et la sécurité de ces travaux.
- former et amener au travail sur des secteurs de pointe en Construction Durable, des jeunes sortis de l'école, des demandeurs d'emploi ou des travailleurs cherchant à se réorienter.

RÉSULTATS: 1143 BÉNÉFICIAIRES FORMÉS DONT 5% DE SANS EMPLOI



Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

IM SAFE

L'opération consiste à développer un simulateur de formation virtuel permettant de confronter un stagiaire à des situations de chantier qu'il devra analyser pour réagir de manière à respecter les règles de sécurité et de santé tout en évitant les pollutions environnementales.

Ce concept de formation est basé sur l'immersion virtuelle ou réalité augmentée des ouvriers et de l'encadrement du secteur de la construction afin de les faire adhérer au management de la sécurité et de l'environnement sur chantiers.

La création d'un concept pédagogique innovant, structuré, progressif et standardisé constitue le cœur du projet. Le concept pédagogique sera séparé en deux parties complémentaires: l'une pour les ouvriers du secteur de la construction qui travailleront sur la construction du chantier et l'autre pour l'encadrement de chantier qui intégrera le management de la sécurité et de l'environnement sur chantier (intégration des règles de sécurité et d'environnement d'un point de vue planification et financier).

RÉSULTATS: DÉMARRAGE DU DÉVELOPPEMENT DE L'UNIVERS 3D ET CONCEPTION PÉDAGOGIQUE



Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

CSR Build

Le projet vise à développer un projet de sensibilisation et de connaissance de la CSR³ appliqué au secteur de la construction. CSR Build se composera ainsi:

- Création de cercles de la CSR
- Implémentation des outils CSR 26000 dans divers entreprises en tant que projets pilotes
- Actions de communication de sensibilisation à la CSR
- Organisation de modules de formation CSR Build

L'action consiste à mettre en place une logique de formation de proximité pour les managers d'entreprises du secteur dans laquelle ils auront le loisir de confronter leurs différentes d'approches, de solutions ou de bonnes pratiques au sein d'un cercle fermé.

Cette action s'apparente aux clubs de management, mais dans ce cas directement liés aux principes du Développement durable et de la CSR. Les récentes évolutions en matière de CSR au Luxembourg et en Europe conduisent ainsi à identifier la RSE 2.0 comme un facteur d'accélération de la compétitivité et de différenciation du secteur luxembourgeois de la construction. La sortie officielle de la norme ISO 26000, dès le 1^{er} novembre 2010, renforce de manière évidente la pertinence du concept et le projet contribuera à adapter le secteur de la construction dans cette direction.



RÉSULTATS: FORMATIONS RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT DURABLE, GLOBAL REPORTING INITIATIVE ET DÉVELOPPEMENT DU CERCLE DU MANAGEMENT DURABLE: 32 PARTICIPANTS

³ Corporate Social Responsibility – en français Responsabilité Sociétale des Entreprises

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

SCIPRISC 2

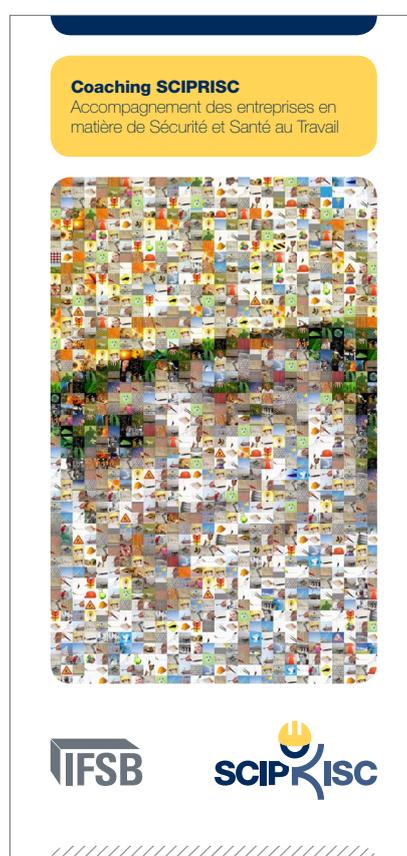
Actuellement, 3 Coaches Prévention Sécurité et Santé sont déjà en place dans les entreprises. Vu le succès du projet auprès des entreprises, il est envisagé de recruter, de former 1 ou 2 coaches supplémentaires.

Le projet SCIPRISC permet d'identifier sur chantier et en entreprise, avec le management de celles-ci, les moyens concrets et pratiques à mettre en œuvre dans les domaines managériaux et techniques pour améliorer la sécurité au travail mais également la prise en compte du développement durable et de la RSE.

Cette mission d'accompagnement repose sur plusieurs visites dans des entreprises à hauts risques par an.

Le projet SCIPRISC 2 s'inscrit dans la continuité du premier projet avec une augmentation des entreprises et salariés coachés «SCIPRISC». Annuellement le projet devrait permettre de toucher 40 entreprises, soit environ 2000 salariés par an et ainsi de permettre le développement de nouveaux outils en matière de prévention des risques professionnels de la construction.

Il sera tout comme le premier projet soutenu par le FSE et le Ministère du travail prouvant s'il en est l'intérêt et la pertinence de ce partenariat public-privé (PPP) de sécurité et santé au travail.



**RÉSULTATS: 33 ENTREPRISES PARTICIPANTES
REPRÉSENTANT 2668 SALARIÉS**

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

BUILDING GENERATION

Les entreprises de construction sont en recherche permanente de personnel pour renforcer leurs équipes et surtout pour les rajeunir. Les métiers de la construction ayant mauvaise presse auprès des jeunes, il est nécessaire d'avoir une démarche d'information et de motivation pour les amener à entreprendre des études dans ces domaines et à faire carrière dans la construction. De plus l'entourage des jeunes a une influence directe sur eux, c'est pour cela qu'il faut également mener des actions auprès des parents et des enseignants.



Nous avons prévu de mener plusieurs type d'actions, pour informer les jeunes, leurs parents et le corps enseignant sur les métiers de la construction:

- Organisation de manifestation du type «Jeux sans frontières de la construction durable», comprenant uniquement des thématiques liées à la construction, en partenariat avec le Ministère de l'Education, les lycées et le SNJ.
- Accueil de classes de l'enseignement primaire et/ou secondaire «découverte des métiers de la construction» avec travail pratique de la maçonnerie, utilisation d'engin de chantier,...
- Organisation de visites de chantiers d'exception
- Organisation Journée découverte pour familiariser le personnel enseignant
- Mise en place d'une communication adaptée: diffusion d'annonces, brochures, spots radio et cinéma sur tout le territoire luxembourgeois pour faire la promotion des métiers de la construction.

Pour la partie de stages de formations:

- Formation équivalente à un niveau B1 ou équivalent suivant contrat collectif à l'institut IFSB avec des formateurs professionnels. Cette formation est à la fois un stage «comme en entreprise» et un suivi très rapproché par des formateurs qui, habituellement, font de la formation continue auprès des ouvriers de la construction.
- Formation à la construction durable, équivalente à un certificat partiel de Conseiller en construction durable.
- Initiation à la construction mécanisée (engins de chantier, levage et manutention).

RESULTATS: 558 JEUNES ACCUEILLIS, DONT 31% DE JEUNES FILLES.

Pilier 2 - Favoriser, soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

RÉSULTATS 2011 & OBJECTIFS

		Unité	Résultats 2011	Objectifs 2012
EC4	Subventions et aides publiques significatives reçues	Euros	4348,29	5000
EC8	Répartition du nombre d'heures de formation délivrées par l'IFSB en matière de nouvelles technologies et au développement durable	nombres d'heures	2904	3000
SO1	Engagement dans des projets de soutien à l'emploi	Nombre de bénéficiaires	1766	1970
		Nombre d'heures engagées	30281	37900
SO1	Projets d'accompagnement des chômeurs	Nombre de bénéficiaires	43	80
		Nombre d'heures engagées	2816	4000
SO1	Engagement dans des projets de soutien à l'innovation	Nombre de bénéficiaires	0	100
		Nombre d'heures engagées	6587	4900

La subvention mentionnée est issue du dossier de co-financement de la formation professionnelle continue selon la loi de 1999.

Les projets menés par l'IFSB dans le cadre du Fonds Social Européen ont été répartis entre les projets de soutien à l'emploi et de soutien à l'innovation.

Nous sommes heureux de collaborer avec l'Administration du Travail et de l'Emploi, afin d'amener des solutions pertinentes en matière de formation des chômeurs qui leur permettent de se réinsérer dans la vie active.

Les projets de soutiens à l'emploi et à l'innovation sont menés à l'IFSB depuis de nombreuses années, ainsi que ceux destinés à l'accompagnement des chômeurs. Conscients de la nécessité d'investir pour répondre à des besoins sociaux, nous ne relâcherons pas nos efforts sur les années à venir.

Pilier 3 - Soutenir et développer l'employabilité durable de nos parties prenantes internes

NOTRE POLITIQUE

Notre priorité est d'offrir à notre capital humain des opportunités pertinentes de développement personnel et professionnel visant à stimuler leur potentiel d'innovation et d'actualisation de leurs compétences.

Notre stratégie Human Capital vise donc à intégrer les valeurs de diversité et de multiculturalisme, de qualité humaines et de compétences professionnelles, d'équité et de développement personnel, ainsi que d'engagement durable.

Tout notre personnel bénéficie d'une évaluation annuelle, ce qui lui permet d'analyser sa marge de progression et d'exprimer ses attentes.

Outre les aspects de développement personnel et professionnel, nos salariés bénéficient d'avantages sur la restauration en interne, et d'une assurance complémentaire dès le 13^e mois de leur engagement.

NOTRE ENGAGEMENT

Constatant le manque de profils féminins dans le secteur de la construction, nous participons tous les ans au Girl's and Boy's Day. Pendant le Girls' Day-Boys' Day, les portes du monde du travail s'ouvrent aux jeunes pour leur présenter les métiers atypiques. Ce sont les métiers et professions où soit le nombre de femmes, soit le nombre d'hommes est très faible. Nous organisons alors pendant toute une journée, des ateliers de découverte des métiers de la construction pour les jeunes filles.



Pilier 3 - Soutenir et développer l'employabilité durable de nos parties prenantes internes

RÉSULTATS 2011 & OBJECTIFS

LA1		Réalizations 2011				Objectifs 2012	
Fonction	effectif par catégorie	% par catégorie	% de l'effectif total par zone géographique (lieu de résidence)			% sexe /catégorie	
			France	Luxembourg	Belgique	Homme	Femme
Administratif	3	13,04%	100 %	0%	0%	33%	67%
Fonction de support	3	13,04%	33%	66%	0%	67%	33%
Formateur	13	56,52%	47%	30%	23%	92,31%	7,69%
Cadre – responsable	4	17,39%	25%	25%	50%	100%H	
Total	23	100%				82.61 %	17.39 %

Maintenir les chiffres 2011

Nous sommes actifs dans un secteur où les femmes ne sont pas très représentées et avons tout de même une formatrice au sein du département formation construction. Notre équipe est composée de 23 collaborateurs, de plusieurs nationalités et de cultures différentes.

Nous ne sommes pas en mesure de fixer des objectifs plus ambitieux, car nous avons un besoin de recrutement et avons de grandes difficultés à trouver des profils féminins.

LA10	Réalizations 2011			Objectifs 2012		
Fonction	Nombre d'heures de formation					
		Homme	Femme		Homme	Femme
Administratif	173	165	8	230	76	154
Fonction de support	168	124	44	180	120	60
Formateur	489	465	24	500	460	40
Cadre – responsable	39	39	0	40	40	0
Total	869	793	76	950	696	254
En moyenne	38			38		

Le plan de formation prévoit un investissement continu.

Convaincus que la formation professionnelle continue est un élément essentiel dans la gestion des ressources humaines, en particulier pour les formateurs. Et ce afin de maintenir le niveau de qualité de nos formations, nos formateurs sont invités à suivre des formations, à participer à des séminaires et salons.

Nous travaillons sur la mise en place d'un système de développement individuel des salariés, qui permettra des plans de carrières individualisés à toutes les échelles de l'entreprise.

Pilier 3 - Soutenir et développer l'employabilité durable de nos parties prenantes internes

LA SÉCURITÉ DE NOS COLLABORATEURS, AUTANT QUE DE NOS STAGIAIRES EST UN POINT CRUCIAL DE NOTRE ENGAGEMENT.

LA7	Réalisations 2011	Objectifs 2012
Taux d'accidents du travail,	0	0
Maladies professionnelles,	0	0
Nombre de journées de travail perdues	0	0

Nous sommes fiers de voir nos efforts récompensés, par un résultat à zéro accident et tenons à remercier nos équipes.

L'IFSB dispose de 4 travailleurs désignés à la sécurité et à la santé au travail. Outre la visite hebdomadaire du site qui permet de contrôler l'application des règles de sécurité, tous les formateurs et stagiaires sont sensibilisés à la question. Un système d'audit interne prévoit également des visites du site, impliquant les responsables de l'institut.



Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations

NOTRE POLITIQUE

La cohérence durable sera au cœur de notre action en misant sur l'innovation et la flexibilité technologique mais aussi un comportement exemplaire de toutes les parties prenantes.

Nous avons mis en place la méthode des 4 R:

REPENSER,

c'est réfléchir, remettre en question ses habitudes et ses façons de faire. Il s'agit d'analyser ses besoins d'une autre manière, de les redéfinir et de se poser des questions sur les priorités en utilisant des critères financiers, environnementaux et sociétaux.

RÉDUIRE,

c'est diminuer l'acquisition de matériel et la consommation de ressources au cours du cycle de vie du produit ou de la période couverte par le contrat du service. C'est aussi réduire la quantité d'emballage. Ce principe se fonde sur le fait qu'un bien que l'on n'achète pas ou une ressource qui n'est pas consommée n'a pas d'effet sur l'environnement.

RÉUTILISER,

c'est utiliser à nouveau, valoriser ou acquérir du matériel usagé ou remis à neuf. C'est aussi encourager les fournisseurs à réutiliser l'emballage.

RECYCLER,

c'est acquérir des produits recyclables ou fabriqués à partir de matériaux recyclés et favoriser des emballages recyclés et/ou recyclables.

De façon générale, les premières actions ont priorité sur les secondes, autrement dit, il faut d'abord repenser, ensuite favoriser la réduction avant la réutilisation et la réutilisation avant le recyclage.

Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations

RÉSULTATS 2011 & OBJECTIFS

CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE – ÉNERGIES RENOUVELABLES

Energie totale consommée

EN3			Réalisations 2011	Kwh/heure de formation dispensée
CONSOMMATION D'ÉNERGIE Consommation d'énergie par heure de formation	Electricité	KWH	299156	5,19
	Gaz naturel	KWH	116549	2,02
	Solaire	KWH	24001	0,42
	Biomasse	KWH	114366	1,98
	Total	KWH	554072	9,61

L'énergie totale consommée par heure de formation s'élève à quasiment 10 kwh/ heure de formation dispensée. Il faut noter que les consommations incluent le restaurant d'entreprise, et que chaque stagiaire bénéficie d'un repas par jour.

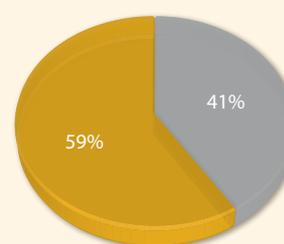
Part des énergies renouvelables

EN3			Réalisations 2011	Kwh/heure de formation dispensée
ÉNERGIES RENOUVELABLES Pourcentage d'énergie renouvelable acheté ou produite sur la quantité total d'énergie consommée	Solaire	KWH	24001	0,42
	Biomasse	KWH	114366	1,98
	Electricité verte (eau/vent)	KWH	90130	1,56
	TOTAL	KWH	228497	3,96

Nous avons procédé à une série d'actions pour augmenter notre part d'énergies renouvelables, dont nous citerons:

- Optimisation de l'utilisation de la chaudière à pellets
- Mise en place et optimisation d'installations solaires
- Passage à 100% d'électricité verte dès le mois d'octobre 2011.

L'OBJECTIF 2012 ÉTANT DE MAINTENIR UNE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE STABLE, MAIS D'AUGMENTER LA PART D'ÉNERGIES RENOUVELABLES À 60%.



- Energies renouvelables
- Energies non renouvelables

Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations

LE BUILDING TRAINING CENTER

La création d'un bâtiment de référence, véritable vitrine technologique du secteur mais également pierre angulaire de notre approche pédagogique, a été un élément moteur du projet.



Celle-ci visait à démontrer la pertinence du concept de la construction durable et à privilégier l'exemplarité. La construction durable ne pouvait rester au stade de concept éclairé, mais devait devenir une réalité technique, efficace et rationnelle. Notre volonté fut donc de dépasser le discours et de passer aux actes concrets.

Ce choix stratégique mais également risqué, trouve aujourd'hui sa concrétisation dans le Training Centre IFSB de Bettembourg, inauguré en 2007. Afin de permettre le développement des activités de formation de l'IFSB, il était essentiel de lui permettre de disposer d'un outil pédagogique performant et moderne.

Comme évoqué précédemment, ce bâtiment se devait d'être le reflet des exigences complexes du processus constructif, mais également des nouvelles technologies qui feront l'avenir des bâtiments de demain.

NOTRE ENGAGEMENT

En ce qui concerne le Training Centre IFSB, celui-ci a fait l'objet d'une méthodologie de gestion du projet particulière dont la remise en question des chemins habituels a sans nul doute été, un des points forts.

Conscients qu'il faudrait vérifier dans la pratique et à l'utilisation, la performance des techniques mises en place en matière de construction durable, un monitoring a été mis en place et le responsable d'infrastructure est le garant du système d'amélioration continue.

Notre priorité vise est d'optimiser et réduire notre empreinte environnementale en misant sur un management de qualité, un dialogue accru et une innovation technologique dans les domaines de:

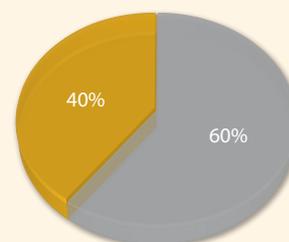
- l'efficacité énergétique
- la gestion rationnelle des ressources
- la gestion optimisée de l'eau
- la gestion optimisée de notre bilan carbone

Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations

CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE – ÉNERGIES RENOUVELABLES

EN8			Réalisations 2011	Objectifs 2012
CONSOMMATION ET PRELEVEMENT D'EAU	Eau de ville	M ³ /an	499	Maintenir une consommation stable
	total des volumes d'eaux de ville, récupérées (pas de prélèvements de sols)	Récupération d'eau de pluie M ³ /an	378	

40% de notre consommation d'eau est induite par le restaurant d'entreprise. Cependant nous restons vigilants quant à notre consommation et cherchons à stabiliser celle-ci, tout en augmentant la part d'eau de pluie.



● Eau de ville
● Eau de pluie

CONSOMMATIONS DE MATIÈRES

EN1		Réalisations 2011	Objectifs 2012	
CONSOMMATION DE MATIERES		tonnes	Kg/stagiaire	
	Consommation de matières en poids	Papier	44,85	16
	ou en volume	Bois	28,3	N.D.*
		Mortier	105	N.D.*
		Blocs-Briques	298,6	N.D.*

La consommation de matières premières a un impact important et nous souhaitons limiter l'impact de nos activités. Aussi nous consommons essentiellement du papier recyclé et privilégions les impressions recto/verso. Etant un institut de formation, en particulier dans le secteur de la construction, nous avons besoin de supports papier pour assurer la qualité pédagogique de nos formations et prenons notre responsabilité en imprimant ceux-ci chez nous avec une attention particulière.

En ce qui concerne les autres matières, le bois, le mortier, les blocs/briques, nous ne pouvons en diminuer les consommations à l'heure actuelle. Nos formations de maçonnerie en particulier, nécessitent une pratique intense afin d'assurer l'efficacité des salariés sur les chantiers. Chaque stagiaire doit pouvoir bénéficier d'exercices pratiques, reflétant les considérations techniques à mettre en œuvre en situation réelle. Aussi nous ne sommes actuellement pas en mesure de réutiliser ces éléments. Nous cherchons des voies d'améliorations avec les fabricants et/ou fournisseurs desdits produits.

* Non disponible

Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations

GESTION DES DÉCHETS

L'IFSB a mis en place une politique de gestion et de tri des déchets, et a obtenu le label SuperDrecksKesch.

Le concept de prévention et de gestion écologique des déchets a été mis au point avec le conseiller de la SuperDrecksKesch® fir Betriber, une action commune du Ministère du Développement Durable et des Infrastructures et de la Chambre des Métiers.

La mise en oeuvre du plan de gestion écologique des déchets est contrôlée et évaluée selon des critères définis. Ces critères sont entre autres la mise en œuvre de mesures de prévention et de réduction des déchets, la collecte sélective de substances résiduelles ainsi que la coopération avec des entreprises d'élimination agréées, garantes d'un recyclage qualitatif et d'une élimination écologique de ces substances résiduelles.

Un autre critère important de la gestion écologique des déchets est la responsabilisation de tous les salariés, c'est-à-dire leur information et motivation.



EN22	Réalizations 2011		Objectifs 2012
	tonnes	Litres	
Masse total de déchets non recyclables	2696.5	57800	Maintenir le niveau de 2011
Masse total de déchets recyclables	32938	51000	
Masse total des déchets recyclables en %	92.4%	46.8%	

Aujourd'hui nos relevés mentionnent des unités différentes ce qui nous oblige à faire différents catégories. Ainsi mentionnons parmi les déchets exprimés en litres, le carton, les graisses et les déchets ménagers. Les déchets ménagers n'étant pas recyclables, ceci explique le pourcentage de déchets non recyclables dans cette catégorie.

Parmi les déchets indiqués en tonnes, nous retrouvons le bois, les emballages ou bien encore la ferraille. Tous les éléments recyclables sont envoyés dans les filières appropriées.

Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations

GAZ À EFFETS DE SERRE

EN16		Réalisations 2011	Objectifs 2012
Emissions totales, directes ou indirectes de gaz à effets de serre	projection en tonnes équivalent CO ₂ KWH	1109	Maintenir le niveau de 2011

Tout d'abord, il est important de préciser que les émissions de CO₂ renseignées sont issues d'une projection basée sur les chiffres 2010. En effet, PwC a réalisé un bilan carbone complet (selon la méthode ADEME) pour l'année 2010.

Nous avons identifié un certain nombre d'actions à mettre en œuvre pour améliorer notre bilan.

Il faut noter qu'une **diminution** significative, de l'ordre de **35%**, des émissions de CO₂ liées à l'énergie, a pu être observé par rapport à 2010.

Conclusion

Le premier rapport de développement durable, développé selon les lignes directrices et indicateurs de performances du Global Reporting Initiative a pour ambition de rendre compte de nos réalisations et engagements 2011 envers nos parties prenantes publiques et privées, pour l'année 2011.

Ce rapport a été structuré sur les 4 piliers de notre stratégie RSE, identifiés à partir de l'analyse des impacts économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux de nos activités, au regard des attentes et préoccupations de nos parties prenantes. L'élaboration du rapport RSE 2011 de l'IFSB a été l'opportunité pour nos équipes d'organiser, formaliser et structurer nos nombreuses initiatives en matière de responsabilité sociétale et d'y associer les indicateurs de performance permettant de valoriser nos actions. Il permettra également à l'ensemble de nos parties prenantes d'appréhender de manière cohérente et efficiente notre engagement dans la durabilité et d'identifier ainsi l'ensemble des actions menées par notre projet d'entreprise sectorielle.

L'ensemble de ces indicateurs forment désormais nos tableaux de bord de gestion et de développement de nos activités et initiatives futures pour poursuivre notre stratégie intégrée de développement responsable et durable. Si certains de nos processus restent encore à affiner, ils constituent d'ores et déjà nos priorités d'amélioration pour les années suivantes.

Le second rapport de développement durable de l'IFSB sera publié en 2013 et reprendra l'ensemble de nos réalisations, engagements et axes de progression pour l'année 2012. Dans cette attente, l'IFSB invite ses lecteurs à renvoyer leurs avis et suggestion via le formulaire ci-joint, dans le cadre de la collecte des attentes de ses parties prenantes.

Notre démarche durable repose ainsi sur les concepts suivants:



INNOVATION, ou notre volonté d'anticiper et de faire de l'innovation (technologique, managériale, pédagogique) un moteur de notre développement,



DEVELOPPEMENT DURABLE, ou notre engagement à orienter notre développement en intégrant toutes les facettes de ce concept fédérateur et unique,



EXCELLENCE, ou notre volonté de toujours viser plus de qualité, et d'efficience,



EFFICACITE, ou notre souhait de démontrer comment notre projet peut se développer en restant flexible, rationnel et minimisant notre empreinte écologique.

GRI index G3.1

Description	Rapport 2011	Page	Raison de l'omission	Commentaires
1. Stratégie				
1.1	Déclaration de la direction de l'organisation	Inclus	5	
1.2	Description des impacts clefs, risques et opportunités	Inclus	3	Contexte de durabilité
2. Profil de l'organisation				
2.1	Nom de l'organisation	Inclus	Page de couverture	
2.2	Description des produits et services	Inclus	23	
2.3	Structure opérationnelle de l'organisation	Inclus	18	
2.4	Lieu de siège de l'organisation	Inclus	Page de couverture	
2.5	Nombre de pays où l'organisation est présente	Inclus		IFSB opère dans un périmètre régional depuis son siège social à Bettembourg (Luxembourg)
2.6	Nature du capital et forme juridique	Inclus	8	
2.7	Marchés où l'organisation opère avec répartition géographique, secteur déservis et types de clients ou de bénéficiaires	Inclus	15 + 27	
2.8	Taille de l'organisation: nombre de salariés, chiffre d'affaire net, quantité des services/produits fournis, financement total	Inclus	27 + 35	
2.9	Les changements significatifs par rapport au rapport précédent	Inclus		Pas de changements significatifs
2.10	Les reconnaissances reçus durant la période de reporting	Inclus	6 + 7	Label SuperDrecksKescht, Certification au programme de formation GRI
3. Paramètres du rapport				
3.1	Période considérée pour les informations fournies	Inclus	10	A propos de notre rapport RSE
3.2	Date du dernier rapport publié, le cas échéant	Inclus		Premier rapport RSE de l'IFSB
3.3	Périodicité du rapport	Inclus	10	A propos de notre rapport RSE
3.4	Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu	Inclus	10	A propos de notre rapport RSE
3.5	Processus pour définir le contenu du rapport: test de matérialité, indicateurs clefs	Inclus	15	Notre gestion de la RSE
3.6	Périmètre du rapport	Inclus	10	Dans périmètre et limites du rapport
3.7	Indication des éventuelles limites spécifiques du champs ou du périmètre du rapport	Inclus		Le rapport inclus l'ensemble du périmètre de l'IFSB, aucune limitation ou exclusion n'a été effectué
3.8	Principes adoptés pour la communication des données concernant les filiales, activités sous-traitées et autres situations susceptibles d'avoir une incidence majeurs sur la possibilités de comparaison d'une période à l'autre et/ou d'une organisation à l'autre	Inclus		Le périmètre du rapport reprend l'ensemble des services, entités de l'IFSB
3.9	Technique de mesure des données et bases de calcul	Inclus	10	A propos du rapport
3.10	Explication des conséquences de toute reformulation d'information communiqués dans les rapports antérieurs et les raisons de cette reformulation	Inclus		Premier rapport RSE de l'IFSB, pas de changements significatifs
3.11	Les changements significatifs par rapport au rapport précédent	Inclus		Premier rapport RSE de l'IFSB, pas de changements significatifs
3.12	Tableau identifiant l'emplacement des éléments d'information requis dans le rapport	Inclus	43	GRI index
3.13	Politique et pratique de validation du rapport par des personnes externes à l'organisation	Inclus	9	Information inclus dans «A propos de notre rapport». La vérification a porté sur une vérification méthodologique de la GRI. Ce rapport n'a pas fait l'objet d'une vérification externe.

GRI index G3.1

Description	Rapport 2011	Page	Raison de l'omission	Commentaires	
4. Gouvernance, engagement et parties prenantes					
4.1	Structure de gouvernance de l'organisation y compris les comités relevant du plus haut organe	Inclus	8		Le conseil d'administration est composé de 2 représentants de chaque actionnaire.
4.2	Indiquer si le président du comité d'administration est aussi un administrateur exécutif	Inclus	8		
4.3	Le nombre d'administrateurs indépendants et/ou non exécutifs	Inclus	8		
4.4	Mécanismes permettant aux actionnaires et salariés de faire des recommandations ou de transmettre des instructions au conseil d'administration	Inclus	18		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», un modèle de gouvernance intégré
4.5	Lien entre la rémunération des membres du conseil d'administration, des cadres supérieurs et des cadres dirigeants	Inclus	Réponse directe		Pas de rémunération: les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés.
4.6	Processus mis en place par le conseil d'administration pour éviter les conflits d'intérêt	Inclus	Réponse directe		Le processus n'est pas formalisé.
4.7	Processus de détermination des qualifications et de l'expertise exigée des membres du conseil d'administration	Inclus	Réponse directe		Le processus n'est pas formalisé.
4.8	Missions, valeurs, codes de bonne conduite et principes définis en interne par l'organisation sur sa performance économique, environnementale et sociale et état de leur mise en pratique.	Inclus	18 + 20		Voir chapitre dédié à «Notre stratégie de la RSE»
4.9	Procédures définies par le conseil d'administration pour superviser la performance RSE	Inclus	18		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», un modèle de gouvernance intégré
4.10	Processus d'évaluation de la performance propre du conseil d'administration du point de vue RSE	Inclus	18		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», un modèle de gouvernance intégré
4.11	Descriptions sur la démarche et principe de précaution et ses actions en matière d'engagements externes	Inclus	15		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», une démarche participative
4.12	Chartes, principes et autres initiatives d'origine extérieure en RSE auxquelles l'organisation a souscrit ou donné son aval	Inclus	13		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», Méthologie et cadre de référence: CSR26000 et Global Compact
4.13	Affiliation à des associations ou adhésion à des organisations nationales ou internationales de défense des intérêts	Inclus	Réponse directe		IFSB est engagé auprès des associations suivantes: Global Compact, Institut pour le mouvement sociétal et Mouvement luxembourgeois pour la Qualité.
4.14	Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation	Inclus	15		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», une démarche participative
4.15	Base d'identification et sélection des parties prenantes avec lesquelles dialoguer	Inclus	15		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», une démarche participative
4.16	Démarche de ce dialogue, et notamment fréquence par type et par groupe de parties prenantes	Inclus	15		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», une démarche participative
4.17	Questions et préoccupations clés soulevées via le dialogue avec les parties prenantes	Inclus	17		Voir chapitre dédié à «Notre gestion de la RSE», un ciblage sur les enjeux pertinents
Indicateurs de performances économiques					
Performance économique					
EC1	Valeur économique directe créée et distribuée	Inclus	27		Pilier 2 - Favoriser et soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction
EC4	Subventions et aides publiques significatives reçues	Inclus	33		Pilier 2 - Favoriser et soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction
Présence sur le marché					
EC6	Politique, pratiques et part de dépenses réalisées avec les fournisseurs locaux sur les principaux sites opérationnels	Inclus	22		Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement de nos parties prenantes
Impacts économiques indirectes					
EC8	Développement et impact des investissements en matière d'infrastructures et des services au public	Inclus	33		Pilier 2 - Favoriser et soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction

GRI index G3.1

Description	Rapport 2011	Page	Raison de l'omission	Commentaires
Indicateur de performances environnementales				
Matériaux				
EN1	Consommation de matières en poids ou en volume	Inclus	40	Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations
Energie				
EN3	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire	Inclus	39	Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations
Eau				
EN8	Volume total d'eau prélevé, par source	Inclus	40	Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations
Emissions, effluents et déchets				
EN16	Émissions totales, directes ou indirectes, de gaz à effet de serre, en poids	Inclus	42	Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations
EN22	Masse total de déchets, par type et par mode de traitement	Inclus	41	Pilier 4 - Favoriser les énergies renouvelables et optimiser nos consommations
Indicateurs de performances sociales relatives aux pratiques d'emploi et de condition de travail				
Emploi				
LA1	Effectif total par type d'emploi, contrat de travail et zone géographique	Inclus	35	Pilier 3 - Soutenir et développer l'employabilité durable de nos parties prenantes
Santé et sécurité au travail				
LA7	Nombre de jours total d'accidents de travail, maladies professionnelles et jours perdues	Inclus	36	Pilier 3 - Soutenir et développer l'employabilité durable de nos parties prenantes
Formation professionnelle continue				
LA10	Nombre moyen d'heures de formation par an, par salarié, par catégorie professionnelle	Inclus	35	Pilier 3 - Soutenir et développer l'employabilité durable de nos parties prenantes
Indicateurs de performances sociales relatives aux droits de l'Homme				
HR1	Pourcentage et nombre total d'accords d'investissement significatifs incluant des clauses relatives aux droits de l'Homme ou ayant été soumis à un contrôle sur ce point	Inclus	22	Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement de nos parties prenantes
Indicateurs de performances sociales relatives aux relations avec la société				
Relations avec les communautés locales				
SO1	Nature, portée et efficacité de tout programme et pratique d'évaluation et de gestion des impacts des activités, à tout stade d'avancement, sur les communautés	Inclus	33	Pilier 2 - Favoriser et soutenir le développement socio-économique du secteur de la construction
Politique publique				
SO6	Total des contributions versées en nature et en espèces aux partis politiques, hommes politiques et institutions connexes par pays	Inclus	22	Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement de nos parties prenantes
Indicateurs de performances sociales relatives à la responsabilité vis-à-vis du produit				
Respect des données personnelles				
PR8	Nombre total de plaintes fondées pour atteinte à la vie privée et de perte de données relatives aux clients	Inclus	22	Pilier 1 - Gouvernance, éthique des affaires et engagement de nos parties prenantes

Questionnaire

VOTRE AVIS SUR LE RAPPORT RSE 2011 DE L'IFSB

Formulaire à remplir et à renvoyer à l'attention de Madame Elisabeth DE SOUSA, coordinatrice RSE, IFSB, par e-mail à l'adresse suivante : e.desousa@ifsb.lu ou par envoi postal à IFSB S.A. 5, ZAE Krakelshaff L- 3290 Bettembourg

Par ce rapport, nous espérons avoir pu rencontrer votre intérêt par l'exposition des thématiques les plus pertinentes dans le cadre de nos activités pour réaliser notre mission: Développer la compétitivité durable du secteur de la Construction pour la Grande Région. Ce questionnaire est strictement confidentiel, il permettra à l'IFSB d'initier le processus d'amélioration de la publication de ses futurs rapports RSE en tenant compte de vos remarques, suggestions et avis.

IDENTITÉ

Cette section est facultative. Si vous désirez rester anonyme veuillez passer directement à la prochaine question.

Nom de l'organisation :

Adresse :

Titre et fonction :

PARTIES PRENANTES

Cochez la case partie prenante correspondante à vos relations avec l'IFSB.

- Salariés de l'IFSB
- Fournisseurs/ sous-traitants de l'IFSB ayant signé la Charte
- Fournisseurs/ sous-traitants de l'IFSB n'ayant pas encore signé la Charte
- Clients de l'IFSB
- Bénéficiaires/ personnes formées par l'IFSB
- Associations professionnelles/ Fédération/ Cercle
- Institutions publiques
- Autre:

SOURCE

Comment avez-vous obtenu le rapport RSE 2011 de l'IFSB?

- Par courrier
- Par demande expresse
- Par e-mail
- Sur le site internet de l'IFSB
- Lors d'un événement
- Lors de ma visite au centre de formation

Désirez-vous recevoir de manière automatique notre rapport chaque année?

- Oui Non

Si oui, veuillez laisser vos coordonnées email :

Questionnaire

VOTRE PERCEPTION DE L'IFSB

Sur base de ce rapport, quelle est votre perception de l'IFSB dans sa contribution au développement durable local?

<input type="checkbox"/> Forte contribution	<input type="checkbox"/> Contribution active
<input type="checkbox"/> Contribution passive	<input type="checkbox"/> Aucune contribution

Commentaires :

CONTENU ET INFORMATIONS RSE 2011

Cochez votre niveau de satisfaction sur les informations fournies dans notre rapport RSE 2011.

Types d'informations	Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Insatisfait	Je n'ai pas lu cette partie
INFORMATIONS GÉNÉRALES sur la mission et les services de l'IFSB liés à la stratégie RSE.					
IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT des attentes des parties prenantes.					
PERFORMANCE SOCIALE: mesure des impacts sur les relations à l'emploi: développement, formation, santé et sécurité au travail, diversité, ...					
PERFORMANCE SOCIÉTALE: mesure des impacts des activités de l'IFSB sur la société.					
PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES: mesure des impacts des activités de l'IFSB sur l'environnement.					
MÉTHODOLOGIE du rapport RSE: choix des indicateurs.					

Pour tous types d'informations n'ayant pas satisfait vos attentes, veuillez nous indiquer vos commentaires d'amélioration pour notre prochain rapport.

Quelles sont les informations que vous désirez lire dans nos prochains rapports?

Désirez-vous participer à nos actions de collecte des intérêts de nos parties prenantes?

Oui Non

Nous vous remercions pour votre avis. Il nous permettra d'améliorer de manière continue de nos rapports RSE en adéquation avec vos attentes



INSTITUT DE FORMATION SECTORIEL DU BÂTIMENT S.A.

Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A.
5, Zone d'Activités Economiques Krakelshaff
L-3290 BETTEMBOURG
Grand-Duché de Luxembourg

T (+352) 26 59 56
F (+352) 26 59 07 44
E info@ifsb.lu
W <http://www.ifsb.lu>